

Bulletin du Projet d'appui parlementaire Cambodge-Canada

DANS CE NUMÉRO

<i>Le PAPCC - Faits saillants de 2004</i>	2
<i>Mission d'étude au Canada</i>	2
<i>Formation en gestion financière</i>	3
<i>Mission d'étude au Canada</i>	3
<i>Colloque Asie-Afrique</i>	4
<i>Atelier consultatif</i>	4
<i>Les Cambodgiennes et la gouvernance</i>	5
<i>Séance d'information</i>	5
<i>Prochaines activités</i>	6
<i>Comment nous joindre</i>	6

MESSAGE DE BUNLENG MEN

DIRECTEUR D'ANTENNE DU PROJET



Le Projet d'appui parlementaire Cambodge-Canada (PAPCC) est une grande initiative de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) dont la gestion a été confiée au Centre parlementaire du Canada. Il a pour but de contribuer à la bonne gouvernance et au développement démocratique au Cambodge.

Au nom de l'équipe chargée du Projet, j'ai le plaisir de vous présenter le premier numéro du Bulletin du PAPCC qui met en exergue quelques activités constitutives (volet fonction législative, volet représentation et volet secrétariats), mises en œuvre en 2004.

L'équipe du Projet voudrait faire en sorte que ce bulletin devienne un outil efficace pour annoncer les activités planifiées et les résultats ob-

tenus. L'objet du Bulletin est de fournir des renseignements pratiques sur les activités de l'Assemblée nationale et du Sénat du Royaume du Cambodge, afin de renforcer la



capacité institutionnelle du Parlement à réaliser trois objectifs : consolider la capacité des commissions en matière d'élaboration et d'étude des textes législatifs; amener les députés à être plus prompts à répondre à leurs électeurs; mieux outiller les secrétariats

dans la gestion, l'administration et le soutien de leurs travaux.

Au nom de l'équipe du Projet, je voudrais dire ma sincère reconnaissance pour l'appui et l'excellente coopération que nous avons reçus des présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, des députés, des sénateurs, des secrétaires généraux, ainsi que de tout le personnel des secrétariats pendant notre collaboration avec le Parlement.

Bunleng Men

Directeur d'antenne du Projet PAPCC

LE PROJET D'APPUI PARLEMENTAIRE CAMBODGE-CANADA (PAPCC) – GENÈSE

Le PAPCC est né d'un protocole d'entente signé entre les gouvernements du Cambodge et du Canada. Le Centre parlementaire en assure la gestion et collabore avec ses homologues locaux à en promouvoir la viabilité et une prise en charge locale.

Objet du Projet

L'objet principal du PAPCC est de favoriser la bonne gouvernance et le développement démocratique au Cambodge grâce à un renforcement des capacités de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Le Projet doit produire trois résultats :

1. Une amélioration des capacités de l'Assemblée nationale, du Sénat et de leurs commissions en matière d'élaboration et d'étude des propositions législatives.
2. Des députés plus prompts à répondre à leurs commettants.
3. Deux secrétariats mieux outillés pour appuyer l'Assemblée et le Sénat.

En matière législative et en ce qui concerne la représentation et les services des secrétariats, le Projet devrait produire les

sous-résultats suivants en intégrant les principes de l'égalité entre les sexes :

Fonction législative

- ◆ Amélioration de la gestion du programme législatif
- ◆ Amélioration de la rédaction des propositions législatives
- ◆ Analyse professionnelle en commissions parlementaires
- ◆ Analyse des propositions de loi sous l'angle de l'égalité entre les sexes

Représentation

- ◆ Amélioration des consultations publiques sur les politiques menées par les commissions

- ◆ Amélioration du système d'archivage des travaux des commissions parlementaires

Secrétariats

- ◆ Neutralité des services offerts par les secrétariats à tous les partis
- ◆ Amélioration de la communication avec les citoyens au sujets des travaux du Parlement
- ◆ Amélioration des services de recherche fournis aux commissions
- ◆ Amélioration de la gestion et de l'administration
- ◆ Recrutement en plus grand nombre et meilleure utilisation des femmes.

Le Projet d'appui parlementaire Cambodge-Canada (PAPCC) – Faits saillants de 2004

Après deux années couronnées de succès, le PAPCC entame une troisième année d'activités. Voici un résumé des activités clés menées en 2004 et des résultats consécutifs, ventilés selon les trois volets qui suivent.

Volet secrétariats

Mission d'étude des attachés juridiques et de recherche du Sénat et de l'Assemblée nationale en Thaïlande (février 2004) et aux Philippines (mars 2004)

Du 22 au 28 février et du 14 au 20 mars 2004, des missions d'étude à Bangkok (Thaïlande) et à Manille (Philippines) ont été organisées à l'intention de quelques attachés juridiques et de recherche du Sénat et l'Assemblée nationale du Cambodge. Les deux délégations consistaient en dix attachés de recherche juridiques chacune, cinq provenant du Bureau de l'Assemblée nationale et cinq, du Bureau du Sénat. Les représentants du PAPCC ont assuré la coordination des rencontres et accompagné la délégation à toutes les réunions, lesquelles ont eu lieu entre les délégués et des personnalités de la Chambre des représentants, du Sénat, de commissions compétentes et d'organismes de la société civile de Bangkok et de Manille.

Le but principal des missions d'étude était d'exposer les participants à des pratiques législatives et démocratiques clés dans le contexte des parlements thaïlandais et philippin, tout en mettant en relief les approches spécifiques des deux pays dans les législations en matière de violence conjugale et de lutte contre la corruption. En comparant à l'expérience du Cambodge la façon dont la Thaïlande et les Philippines élaborent, révisent et mettent à exécution des lois anti-violence conjugale, les délégués sont parvenus à assimiler les enjeux actuels de la gouvernance parlementaire, y compris l'analyse législative, la consultation publique, l'appui des fourni par les attachés aux législateurs et l'intégration de l'égalité entre les sexes dans l'étude des propositions législatives.

Les participants ont pris en note les conclusions tirées au sujet des systèmes thaïlandais et philippin, puis recommandé des améliorations à apporter à la pratique cambodgienne qui veut que les adjoints parlementaires préparent des rapports législatifs pour les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Mission d'étude de cadres supérieurs du Sénat et de l'Assemblée nationale au Canada (mai 2004)

Du 11 au 24 mai 2004, une mission d'étude a été organisée à l'intention des cadres supérieurs des secrétariats de l'Assemblée nationale et du Sénat du Cambodge. La délégation était composée de onze cadres supérieurs, six du Secrétariat de l'Assemblée nationale et cinq du Secrétariat du Sénat.



Le but principal de la mission d'étude était de donner à un groupe de cadres clés, prenant activement part à l'élaboration de politiques en matière de ressources humaines pour le parlement cambodgien l'occasion d'acquérir de première main au Canada des connaissances et une expérience ayant trait aux politiques, aux pratiques

et aux systèmes administratifs en place au parlement canadien.

La mission d'étude s'inscrivait dans une série d'activités de formation organisées par le PAPCC pour aider ces gestionnaires des services parlementaires cambodgiens dans leurs efforts pour améliorer et renforcer la gestion des ressources humaines dans leurs secrétariats respectifs. Elle a été organisée dans la foulée d'une série de séances de formation qui avaient été tenues à Phnom Penh sous le thème «Principes et politiques de gestion des ressources humaines».

Dans l'ensemble, les délégués étaient reconnaissants pour la possibilité qu'ils ont eue de se familiariser avec le fonctionnement du système parlementaire au Canada ainsi qu'avec la structure administrative le sous-tendant. À leur retour au Cambodge, les groupes ont préparé chacun un rapport et l'ont remis à leurs secrétaires généraux respectifs, ce qui leur a permis de partager les expériences acquises lors de la mission. Cela leur a en outre donné l'occasion de transférer quelques-unes des ces leçons tirées de la mission à leurs collègues au Cambodge.

“ Les participants ont pris en note les conclusions tirées au sujet des systèmes thaïlandais et philippin, puis recommandé des améliorations à apporter à la pratique cambodgienne qui veut que les adjoints parlementaires préparent des rapports législatifs pour les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat..”

Formation en gestion financière à Phnom Penh (octobre 2004)

Du 15 au 29 octobre 2004, deux consultants, nommément M. Jacques Sabourin et M. John McCrea, ont été engagés par le Centre parlementaire pour diriger une série de séances de formation à l'intention des attachés du Sénat et de l'Assemblée nationale du Cambodge sur le thème de la gestion financière.

Deux tables rondes, la première avec la participation des attachés financiers du Sénat et la deuxième, avec ceux de l'Assemblée nationale, ont mis l'accent sur les défis, les problèmes et les solutions possibles en ce qui a trait à une saine gestion financière au sein d'une institution législative. Les tables rondes ont donné lieu à des discussions intéressantes et animées entre les participants, lesquels ont manifesté un intérêt particulier pour l'interaction entre les gestionnaires financiers et les députés et les sénateurs au Parlement du Canada. Ils ont aussi

demandé à avoir l'illustration de situations concrètes décrivant le rôle de la direction des finances au Canada.

Au nombre des autres activités organisées figurent deux séminaires de formation d'une journée à l'intention des cadres supérieurs



collaborant avec le directeur adjoint et le chef de bureau au Sénat et à l'Assemblée législative. L'une des séances comprenait une analyse, en petits groupes, des obstacles à la décentralisation des budgets qui a suscité des discussions enthousiastes chez les participants.

Mission d'étude au Canada du secrétaire général du Sénat et du secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale (novembre 2004)

En réponse à l'intérêt soutenu manifesté par le secrétaire général du Sénat et le secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale à l'égard des activités du Projet et au désir exprimé par ces derniers d'échanger de l'information au sujet des parlements canadien et cambodgien, une mission d'étude au Canada a été organisée du 21 au 30 novembre 2004.

Dans le cadre du programme, les délégués ont eu l'occasion de s'entretenir avec des députés, des sénateurs et des fonctionnaires de la Chambre des communes et du Sénat du Canada, et de rencontrer des fonctionnaires et certains de leurs homologues de l'Assemblée nationale du Québec.

Cette mission avait pour objectif principal de permettre à la délégation d'apprendre de première main à connaître les politiques, les usages et les systèmes administratifs du parlement fédéral et de l'Assemblée nationale du Québec.



Elle visait également à familiariser les délégués avec les institutions parlementaires canadiennes et québécoises grâce à des rencontres avec les présidents et les greffiers de la Chambre des communes et du Sénat, des sénateurs, des fonctionnaires de la Bibliothèque du Parlement, des greffiers de comités, le secrétaire général de l'Assemblée nationale du Québec et des cadres supérieurs de divers ministères fédéraux et provinciaux à vocation administrative. D'autres activités ont aussi été organisées à leur intention pour les aider à comprendre le fonctionnement des législatures fédérale et provinciale; ainsi, ils ont assisté à la Période des questions à Ottawa et effectué une mission du Parlement fédéral à Ottawa et de l'Assemblée nationale à Québec.

Les délégués ont manifestement aimé rencontrer leurs homologues et ont été enchantés d'avoir l'occasion de parler avec eux des défis qu'a à relever le parlement cambodgien, notamment sur les plans de l'administration et de la gestion. Au fil des rencontres et des discussions, ainsi que lors de la séance-bilan, les délégués ont révélé beaucoup de choses concernant la situation actuelle au Cambodge en ce qui a trait à la gestion du Secrétariat et au développement de l'administration; ils ont également tiré différentes leçons sur le système parlementaire canadien. Il convient de noter tout particulièrement les bons rapports qui se sont créés entre le secrétaire général du Sénat, S.E. M. Oum Sarith, et le greffier du Sénat du Canada, M. Paul Bélisle. S.E. M. Oum Sarith avait accueilli le président et le greffier du Sénat du Canada au Cambodge, en novembre 2003, et cette mission a permis à M. Bélisle de lui rendre sa politesse.

“Les délégués ont manifestement aimé rencontrer leurs homologues et ont été enchantés d'avoir l'occasion de parler avec eux des défis qu'a à relever le parlement cambodgien, notamment sur les plans de l'administration et de la gestion.”

Volet représentation

Colloque Asie-Afrique - Gouvernance et responsabilisation : comparaison des expériences en matière de contrôle parlementaire et de lutte contre la pauvreté en Asie et en Afrique (octobre 2004)

D'une durée de trois jours, ce colloque, qui s'est déroulé à Phnom Penh, au Cambodge, du 4 au 7 octobre 2004, a permis à des parlementaires d'Afrique et d'Asie de comparer leurs expériences relatives au contrôle parlementaire et au suivi de la pauvreté. Organisé sous l'égide du Sénat du Cambodge et du Centre parlementaire du Canada, le colloque a réuni six parlementaires africains, une demi-douzaine de parlementaires cambodgiens et trois députés représentant l'Inde, la Thaïlande et le Timor-Oriental.



La première journée a été marquée par des séances plénières où l'on visait essentiellement à s'entendre sur les concepts et l'application du contrôle des politiques publiques et du suivi de la réduction de la pauvreté en faisant intervenir les parlementaires et les citoyens. Les discussions ont été alimentées par cinq discours thématiques prononcés par des leaders parlementaires d'Asie et d'Afrique ainsi que par des experts travaillant depuis longtemps dans les domaines de la responsabilisation et du contrôle parlementaire.

Atelier consultatif : Renforcer les relations avec les citoyens (novembre 2004)

Le 11 novembre 2004, Phnom Penh a été l'hôte d'un atelier d'une journée réunissant des députés de l'Assemblée nationale et des sénateurs du Royaume du Cambodge et deux représentants du Centre parlementaire au Canada : le directeur exécutif, M. Robert Miller, et la directrice des programmes pour l'Asie, M^{me} Amelita Armit.

L'atelier avait pour objectifs :

1. de présenter un cadre général entourant le processus de participation du public;
2. de clarifier le concept de «consultation publique»;

“ À leur retour, les participants avaient atteint un entendement commun des enseignements tirés et de leur utilité pour une action concertée visant à renforcer le contrôle parlementaire de l'exécution des mesures de réduction de la pauvreté. ”

Durant la deuxième journée du colloque, deux grandes organisations non gouvernementales (ONG), l'Urban Sector Group et la CIDSE, actives dans la lutte contre la pauvreté au Cambodge, ont organisé et dirigé une expérience d'apprentissage sur le terrain à l'intention des participants au colloque. Un groupe a visité une clinique de santé du district de Dangkor pour illustrer le problème de la pauvreté en milieu urbain et comparer leurs expériences. Le deuxième groupe s'est rendu dans une région



rurale pauvre du district de Muk Kampoul, dans la province de Kandal, pour étudier la problématique des moyens d'existence durables. À leur retour, les participants avaient atteint un entendement commun des enseignements tirés et de leur utilité pour une action concertée visant à renforcer le contrôle parlementaire de l'exécution des mesures de réduction de la pauvreté.

Le troisième jour, les participants se sont réunis en séance plénière pour partager les enseignements acquis, et plusieurs recommandations clés ont été formulées quant à la voie à suivre. Ainsi, on a souligné la nécessité d'amener les parlements à collaborer avec la société civile pour suivre une formation commune et mettre en œuvre des programmes conjoints; de poursuivre la mise en commun d'informations et d'expériences entre parlements; et de prévoir des mesures productrices de revenus dans les projets de réduction de la pauvreté.

3. de fournir de l'information sur les tendances internationales et les pratiques exemplaires en matière de consultation publique;
4. de permettre l'échange de stratégies et de conseils pour organiser des consultations publiques réussies.

Volet fonction législative

Les Cambodgiennes et la gouvernance

Au cours de la dernière année, on a tenu des discussions tant formelles qu'informelles avec des femmes parlementaires et des dirigeantes communautaires pour déterminer la faisabilité et la souhaitabilité d'une « tribune » commune qui permettrait aux femmes parlementaires de se réunir, sans partisanerie aucune, pour discuter entre elles de différents dossiers, acquérir de nouvelles compétences et former des réseaux. Les femmes parlementaires ont exprimé leur désir de voir mettre sur pied un programme de perfectionnement d'habiletés pratiques et des initiatives informationnelles, ingrédients qui aident les femmes parlementaires à prendre pleinement part aux débats et à participer avec succès à l'élaboration des politiques.



L'équipe du PAPCC a joué un rôle de premier plan à cet égard en organisant plusieurs activités, dont des tables rondes en compagnie de l'ancienne députée canadienne M^{me} Dawn Black et plusieurs députées africaines, notamment M^{mes} Anne Makinda (Tanzanie), Jalia Bintu (Ouganda) et Saudatu Sani (Nigeria). La proportion élevée de femmes (par rapport à leur nombre au sein de l'Assemblée nationale et du Sénat) qui prennent part à d'autres activités du PAPCC confirme qu'elles sont sérieuses dans leur volonté d'améliorer leurs compétences pour s'acquitter avec efficacité de leurs rôles et responsabilités.

Au cours des prochains mois, une série de tables rondes et de séminaires mensuels offriront un forum propice au perfectionnement d'habiletés pratiques et à l'échange d'informations.

Séance d'information à l'intention des nouveaux députés (juillet 2004)

Le 29 juillet 2004, une séance d'information d'une journée a été organisée à l'Hôtel Continental de Phnom Penh à l'intention des nouveaux députés. Cette séance a réuni d'anciens présidents d'assemblées législatives de différents pays (dont le Canada, l'Allemagne et le Sénégal) qui ont relaté leur expérience des rôles et des responsabilités des députés.



Les présidents invités ont offert à l'Assemblée nationale une aide technique en ce qui a trait à la règle de droit et aux fondements de la reddition de comptes et de l'éthique dans le respect des principes de la démocratie, des droits de la personne et des droits fondamentaux.

Le Président par intérim de l'Assemblée nationale du Royaume du Cambodge a souligné que chaque député se devait de comprendre clairement trois rôles importants qu'il est appelé à jouer, à savoir celui de législateur, de représentant du peuple et de surveillant des activités gouvernementales. À la fin de la séance, les députés présents comprenaient mieux leurs rôles et leurs responsabilités et l'importance de la société civile en tant que partenaire efficace du Parlement.

“ Les femmes parlementaires ont exprimé leur désir de voir mettre sur pied un programme de perfectionnement d'habiletés pratiques et des initiatives informationnelles, ingrédients qui aident les femmes parlementaires à prendre pleinement part aux débats et à participer avec succès à l'élaboration des politiques. . ”

Comment nous Joindre

Bureau local du PAPCC

M. Bunleng Men

Directeur d'antenne du
Projet
11, rue 254, Phnom Penh,
Cambodge
Tél: 855 23 218 936
Télec: 855 23 720 771
Courriel: cclsp_manager@
online.com.kh

M^{me} Sokhayouk Mom

Directrice d'antenne adjointe
Courriel:
cclsp_deputymgr@online.co
m.kh

Conception et production du Bulletin du PAPCC :



Parliamentary Centre
Le Centre parlementaire

255, rue Albert
Pièce 802
Ottawa (Ontario) K1P 6A9
Tél: (613) 237-0143
Télec: (613) 235-8237
www.parlcent.ca

Équipe du PAPCC à Ottawa:

M^{me} Amelita Armit
Directrice des programmes pour l'Asie

M. Imran Arshad
Agent Principal de programme, Asie

M^{me} Louise McCoy
Agente Administrative, Asie

Prochaines activités du PAPCC

Volet fonction législative

- ◆ Missions d'étude de parlementaires au Canada sur les enjeux de la gestion législative
- ◆ Ateliers/tables rondes pour des commissions parlementaires explorant diverses questions liées à la révision de la législation
- ◆ Tables rondes/formation visant à renforcer les capacités des femmes parlementaires

Volet représentation

- ◆ Maillage/échanges avec des parlementaires régionaux ou internationaux sur des affaires parlementaires prioritaires
- ◆ Élaboration de stratégies de consultation avec des commissaires, des représentants de la société civile et des employés aux échelons national et provincial triés sur le volet
- ◆ Consultations publiques avec certaines commissions grâce à l'organisation de travaux de recherche sur le terrain et de tables rondes correspondantes

Volet secrétariats

- ◆ Formation générale pour le personnel – compétences en administration et en gestion, rédaction de rapports, aptitudes à la recherche
- ◆ Formation pour les cadres supérieurs du Secrétariat sur la présentation d'information sur le rendement et de rapports de gestion
- ◆ Formation à l'intention du personnel rattaché à l'Assemblée nationale et aux commissions sénatoriales sur la recherche dans le domaine du développement socio-économique
- ◆ Poursuite de l'élaboration de politiques et de lignes directrices sur les ressources humaines
- ◆ Formation continue pour le personnel des services juridiques grâce à des affectations auprès de mentors locaux
- ◆ Missions d'étude pour le personnel sur les techniques de recherche comparative

Nous espérons que ce premier numéro vous a plu. N'hésitez pas à nous faire part de vos questions, commentaires et suggestions! Prière de les envoyer à Louise McCoy à l'adresse mccoyl@parl.gc.ca.

Si vous souhaitez vous abonner au Bulletin, veuillez fournir toutes vos coordonnées par courriel à Louise McCoy à l'adresse mccoyl@parl.gc.ca*

*Le Centre parlementaire s'engage à ne pas vendre, louer ou prêter ses listes de destinataires, ni à les rendre accessibles à des tierces parties de l'extérieur. Il s'engage également à ne pas les utiliser à des fins autres que celles prévues.

© 2005 Centre parlementaire. Tous droits réservés.